

**Assemblée générale**

Distr. générale
12 juin 2012
Français
Original: espagnol

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-deuxième session,
16-25 novembre 2011**

N° 62/2011 (République bolivarienne du Venezuela)

Communication adressée au Gouvernement le 15 février 2011

Concernant: Sabino Romero Izarra

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques
depuis le 10 mai 1978**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis la présente communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. D'après la source, M. Sabino Romero Izarra, âgé de 46 ans, de nationalité vénézuélienne, chef (*cacique*) yukpa de la communauté Chaktapa de la sierra de Perijá (État de Zulia), a été privé de sa liberté pendant la nuit du 14 octobre 2009 par des agents de la Brigade d'enquêtes scientifiques, pénales et criminalistiques, qui relève du Ministère de l'intérieur et de la justice, et par des fonctionnaires de la Garde nationale bolivarienne, qui relève du Ministère de la défense, sans qu'on lui ait présenté de mandat d'arrêt ni qu'il ait été accusé du moindre délit par le ministère public au moment de son arrestation. Au cours de sa privation de liberté, M. Romero Izarra a vu rejeter sa demande de comparaître devant une juridiction spéciale autochtone compte tenu de ses origines.

4. M. Romero Izarra ferait partie des personnes chargées de la démarcation des terres pour sa communauté. De ce fait, et en raison de sa lutte pacifique pour la reconnaissance des terres ancestrales yukpa, c'est un chef très respecté au sein de sa communauté. D'après les informations fournies, en raison de son implication dans la démarcation des terres, M. Romero Izarra aurait reçu plusieurs menaces de mort par le passé et son domicile aurait subi diverses dégradations.

5. À l'occasion de la célébration du Jour de la résistance autochtone, le 12 octobre 2009, l'État a concédé trois titres de propriété aux communautés autochtones yukpa et kariña qui vivent dans la sierra de Perijá. Parmi les communautés de la sierra de Perijá, seules celles du secteur Shirapta ont accepté ces titres. Les communautés des trois autres vallées (arrosées respectivement par le Yaza, le Tokuko et le Negro) auraient refusé d'accepter le tracé qui correspondait aux titres de propriété ainsi que des projets de tracé antérieurs, estimant qu'ils ne correspondaient ni aux parcelles (*conucos*) ni à la totalité du territoire desdites communautés et qu'elles ne respectaient pas le principe d'unité territoriale. Selon ces communautés, les titres de propriété concédés ne respectaient pas la notion de territoire autochtone.

6. La source indique que le groupement de communautés de la vallée de Shirapta, le seul à avoir accepté les titres, comptait parmi ses *caciques* le responsable d'une entreprise publique de production de café et que le rang de *Segundo Cacique*, deuxième dans la hiérarchie, était occupé par M. Tareck El Aissami, Ministre de l'intérieur et de la justice, lui aussi cadre de ladite entreprise.

7. La source relate que le 13 octobre 2009, un groupe d'autochtones membres de la communauté Chaktapa, parmi lesquels se trouvait M. Romero Izarra, s'est rendu dans la communauté Guamo Pamocha (elle aussi située dans la sierra de Perijá) pour tenter de

régler un différend impliquant un de ses membres. Vers 18 h 30, dans le secteur de la vallée du Yaza de la communauté de Guamo Pamocha, un affrontement a éclaté entre les membres des deux communautés, faisant deux morts, Mireña Romero, adolescente, et Ever Romero, et plusieurs blessés: Juan de Dios Castro; deux adolescents, Manuel Segundo Romero et Eddy Romero, neveu de Sabino et Olegario Romero; et deux enfants, Edixon et Marilyn Romero, respectivement neveu et fille de M. Romero Izarra.

8. M. Romero Izarra ayant reçu une balle dans le dos au niveau de l'épaule gauche et subi une blessure au poignet gauche, a été admis à l'hôpital militaire de Maracaibo (État de Zulia) le 14 octobre 2009 pour y être soigné.

9. Dans la nuit du 21 octobre 2009, alors que M. Romero Izarra allait bientôt être autorisé à quitter l'hôpital, ses proches ont reçu un appel téléphonique du Bureau du Défenseur du peuple les informant que des agents de la Brigade d'enquêtes scientifiques, pénales et criminalistiques allaient l'arrêter. Au moment de l'arrestation, lorsqu'il leur a été demandé de présenter le mandat d'arrêt, les agents ont déclaré qu'ils ne l'avaient pas sur eux et qu'ils le fourniraient ultérieurement.

10. Le 23 octobre 2009, le tribunal de première instance de Rosario de Perijá, du circuit pénal de l'État de Zulia, a ordonné la mise en détention préventive de M. Romero Izarra à titre de mesure de sûreté. M. Romero Izarra a fait appel de cette décision. Le 16 novembre 2009, la deuxième chambre de la cour d'appel du circuit judiciaire pénal de l'État de Zulia a autorisé l'appel, mais celui-ci a été déclaré irrecevable le 24 novembre 2009. Le recours en *amparo* constitutionnel formé le 25 février 2010 a été jugé irrecevable le 30 juillet 2010 par la Chambre constitutionnelle.

11. M. Romero Izarra était accusé des crimes et infractions suivantes:

- a) Homicide qualifié, pour la mort de l'adolescente Mireña Romero;
- b) Complot à l'encontre de l'État vénézuélien;
- c) Tentative de vol aggravé de bétail au préjudice d'Olegario Romero (accusation qui a disparu à des stades ultérieurs de la procédure).

12. Ces accusations sont entièrement fondées sur les témoignages des proches d'Olegario Romero obtenus par les agents de la Brigade d'enquêtes scientifiques, pénales et criminalistiques, témoignages qui ont été l'objet d'une annulation judiciaire, au stade de l'enquête, au moment d'être présentés au tribunal de première instance de Rosario de Perijá. La source ajoute que les nouveaux témoignages déposés au cours de la procédure orale sont, selon elle, entachés de nullité. Elle cite en exemple le cas d'Alexander Hernández, qui aurait été torturé après sa mise en détention pour le forcer à témoigner contre lui-même à propos des faits survenus le 13 octobre 2009.

13. Lors de l'audience de comparution des inculpés, M. Romero Izarra a demandé que soient respectés l'article 260 de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela et l'article 77 du Code organique de procédure pénal, qui disposent ce qui suit:

«Article 260. Les autorités légitimes des peuples autochtones peuvent mettre en place sur leur territoire des organes de justice fondées sur leurs traditions ancestrales et qui ne concernent que leurs membres, selon leurs propres normes et procédures, sous réserve que ces dernières ne soient pas contraires à la présente Constitution, à la loi et à l'ordre public. La loi détermine les modalités de coordination de cette juridiction spéciale avec le système judiciaire national.»

«Article 77. Déclinatoire. À tout stade du procès, le tribunal qui connaît d'une affaire peut, dans une décision motivée, décliner sa compétence en faveur d'un autre tribunal qu'il considère compétent. [...]».

14. La source considère qu'en l'espèce les trois critères essentiels de compétence de la juridiction autochtone sont respectés:

- a) Les parties concernées appartiennent toutes au peuple yukpa;
- b) Le lieu où se sont déroulés les faits, à savoir la communauté Guamo Pamocha, est un territoire autochtone;
- c) Les communautés concernées disposent d'autorités légitimes et ont leurs propres coutumes et procédures pour régler les différends et appliquer des sanctions, (à savoir le Conseil général des anciens (*Oshipa*), qui a des procédures qui lui sont propres, conformes à ses coutumes, pour régler les différends et imposer des sanctions).

15. Compte tenu de ce qui précède, la source affirme que c'est la juridiction spéciale autochtone qui avait compétence pour connaître de cette affaire. Or, le tribunal pénal ordinaire a refusé de décliner sa compétence et de permettre à M. Romero Izarra d'être soumis à l'autorité compétente de son peuple.

16. La privation de liberté de M. Romero Izarra a débuté dès son admission à l'hôpital militaire de Maracaibo, d'où il a été transféré à la 1^e division d'infanterie de l'armée de la ville. À l'issue de l'audience de comparution, le tribunal de première instance a ordonné sa détention à la 12^e brigade de *caribes* (chasseurs) de Fort Macoa, dans la commune de Machiques de Perijá.

17. La source signale diverses atteintes aux droits de M. Romero Izarra et de membres de sa famille dès le début de la détention. Elle évoque la violation du droit à l'intégrité personnelle des proches du détenu ainsi que des atteintes à leurs droits compte tenu de leur sexe et de leur statut d'autochtones de la part des soldats de Fort Macoa: en effet, les proches de l'intéressé sont obligés de se dévêtir quand ils viennent lui rendre visite. La source accuse les soldats d'avoir tenté d'abuser de Guillermina Romero, fille de M. Romero Izarra, laquelle a cessé de rendre visite à son père dans ce centre de détention par crainte d'être violée. Cet état de choses a été porté à la connaissance des services du Défenseur du peuple de Maracaibo et des médias le 26 mai 2010.

18. Une procédure judiciaire pour «trouble à l'ordre public» ayant été ouverte dans une autre juridiction, M. Romero Izarra a été transféré à la prison nationale de Trujillo. Ce transfert occasionne de nombreux désagréments pour les proches du détenu, qui résident dans la sierra de Perijá.

19. Les proches de M. Romero Izarra ont également déclaré que lors de certaines audiences auxquelles ils avaient assisté, ils avaient reçu des menaces de la part de personnes envoyées par des éleveurs et des fonctionnaires.

20. M. Romero Izarra aurait également été la cible de multiples menaces de mort à l'intérieur de la prison nationale de Trujillo et victime de la non-prise en compte de son origine ethnique, source constante de problèmes. La source évoque le refus de M. Romero Izarra de participer à des cérémonies religieuses étrangères à sa culture yukpa, qui aurait entraîné son rejet et sa mise à l'écart par d'autres membres de la population carcérale. À plusieurs occasions, il a été enfermé pendant toute une fin de semaine dans les sanitaires du bâtiment où il se trouvait.

21. La source réaffirme que l'ensemble des faits décrits plus haut constituent une violation de l'article 260 de la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela, qui dispose que les autorités légitimes des peuples autochtones peuvent mettre en place sur leur territoire des organes de justice fondés sur leurs traditions ancestrales et qui ne concernent que leurs membres, selon leurs propres normes et procédures, sous réserve que ces dernières ne soient pas contraires à la présente Constitution, à la loi et à l'ordre public.

22. Compte tenu de ce qui précède, la source considère que la détention de M. Romero Izarra est contraire à la législation nationale et aux normes internationales et qu'elle est de ce fait arbitraire. La source craint que la privation de liberté de M. Romero Izarra n'obéisse à des motifs politiques et que les accusations portées contre lui ne soient sans fondement ou fausses, et ce qui signifie qu'il y a donc eu atteinte à son droit à la présomption d'innocence et à son droit de ne pas être privé de liberté de manière arbitraire. Cette crainte est fondée sur le fait que M. Romero Izarra et sa famille se battent pour la démarcation du territoire de la sierra de Perijá depuis plus de vingt ans. Elle rappelle à ce sujet, que le père de M. Romero Izarra, lui aussi militant de chaque instant pour la reconnaissance du territoire de sa communauté, a été assassiné en 2008. Après cet événement tragique, M. Romero Izarra est devenu le principal chef du peuple yukpa. À ce titre, il s'est opposé au projet de démarcation du territoire dans la sierra de Perijá du Ministère de l'intérieur et de la justice qui n'avait pas fait l'objet de consultations préalables avec les peuples autochtones de la communauté. C'est pourquoi, il a refusé de percevoir la subvention gouvernementale prévue dans le cadre du Plan yukpa et sierra de Perijá, qui est un plan de sécurité et de défense qui suppose notamment l'acceptation d'une présence militaire dans cette zone.

23. La source considère aussi que la conduite adoptée par les autorités à différentes occasions a entraîné une série d'atteintes au droit de M. Romero Izarra à un procès équitable. L'intéressé a été arrêté sans mandat d'arrêt. Le mandat requis a été décerné deux jours après son transfert à la Première division d'infanterie de l'armée. La source considère en outre que son droit d'être jugé par un tribunal indépendant et impartial a été bafoué. Elle souligne également qu'à aucun moment, depuis le début de sa privation de liberté, M. Romero Izarra n'a été assisté d'un interprète connaissant sa langue.

24. En ce qui concerne les motifs invoqués pour justifier la détention, la source attire l'attention sur l'accusation de complot et fait observer que selon l'article 287 du Code pénal, cette infraction est constituée «lorsque deux personnes ou plus s'associent dans le but de commettre des délits». Elle fait valoir qu'il s'agit d'une infraction collective et qu'il faut donc au moins deux accusés. Dans le cas de M. Romero Izarra, ce chef d'accusation suppose que lorsqu'il s'est rendu à Guamo Pamocho avec sa famille, dont deux enfants (son fils et sa nièce) qui ont été blessés, ils avaient l'intention de commettre une infraction, alors qu'en réalité il est naturel pour les Yukpas de se déplacer en groupe.

25. La source réaffirme que M. Romero Izarra, comme toute personne, a le droit d'être jugé par un juge indépendant et impartial. Dans l'exercice de leurs fonctions, les juges doivent être autonomes et indépendants des pouvoirs de l'État et ne doivent obéir qu'à la loi et au droit.

Réponse du Gouvernement

26. Malheureusement, le Gouvernement n'a pas répondu aux allégations de la source, qui lui ont été transmises le 15 février 2011.

Délibération

27. Le Groupe de travail a été informé que M. Romero Izarra avait été déclaré non coupable à l'issue de la procédure pénale engagée devant la justice ordinaire et qu'il avait été remis en liberté le 3 mai 2011.

28. Cependant, M. Romero Izarra a fait l'objet d'une procédure devant un tribunal autochtone, à Tokuko (État de Zulia), lors d'une audience dirigée par la Grande Cheffe (*Cacique Mayor*) Reina Ubirichi, assistée d'un ancien, M. Adolfo Maiquichi. Les accusés et les familles des victimes étaient présents lors du procès, auquel le public a pu assister librement. Dans le jugement qui a été prononcé, il a été établi que le seul responsable des faits parmi les inculpés était M. Olegario Romero, qui a reconnu sa responsabilité. Il a été

établi que M. Sabino Romero Izarra n'avait pas participé aux faits incriminés ni tiré de coup de feu à cette occasion, et les responsables des deux morts ont été identifiés. D'après la source, «la responsabilité principale incombe aux fonctionnaires du Ministère de l'intérieur et de la justice et du Ministère des peuples autochtones qui se sont employés à stigmatiser Sabino Romero et sa famille».

29. Le Groupe de travail estime que, bien que M. Romero Izarra ait été relâché, il est nécessaire de rendre un avis sur sa privation de liberté car il a subi des atteintes à son droit de ne pas être détenu arbitrairement, à son droit de comparaître libre et à son droit à la présomption d'innocence, consacrés aux articles 3, 5, 7, 8, 9, 10 et 11.1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et 2.3, 9, et 14.1, 14.2 et 14.3 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel la République bolivarienne du Venezuela est partie depuis le 10 mai 1978.

Avis et recommandations

30. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

a) La privation de liberté de M. Sabino Romero Izarra est arbitraire en ce qu'elle viole les droits de l'homme consacrés aux articles 3, 5, 7, 8, 9, 10 et 11.1 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et 2.3, 9, et 14.1, 14.2 et 14.3 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail;

b) En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement vénézuélien de prendre les mesures nécessaires pour offrir une réparation adéquate pour le préjudice causé par les dérives arbitraires dont il est fait état dans le présent avis;

c) Le Groupe de travail demande également au Gouvernement vénézuélien de collaborer et de lui faire parvenir les renseignements dont il a besoin pour adopter des avis en réponse aux allégations dont il est saisi.

[Adopté le 22 novembre 2011]